



ASSEMBLÉE NATIONALE

PREMIÈRE SESSION

QUARANTE ET UNIÈME LÉGISLATURE

Feuilleton et préavis

de l'Assemblée

Le mercredi 15 mars 2017 — N° 234

Neuf heures quarante

Président de l'Assemblée nationale :
M. Jacques Chagnon

QUÉBEC

Partie 1

AFFAIRES COURANTES

DÉCLARATIONS DE DÉPUTÉS

- Le député de Sainte-Rose sur le sujet suivant : *Félicitations pour l'engagement communautaire des jeunes de Sainte-Rose.*
- La députée de Pointe-aux-Trembles sur le sujet suivant : *35^e anniversaire de la Coopérative d'habitation Le Colombier.*
- Le député de Marguerite-Bourgeoys sur le sujet suivant : *Femmes d'exception, des modèles à suivre.*
- Le député de Masson sur le sujet suivant : *35 ans de danse pour Josée Forest.*
- Le député de Papineau sur le sujet suivant : *Hommage à Mme Manon Cyr.*
- La députée de Vachon sur le sujet suivant : *Le JazzFest des jeunes du Québec.*
- Le député de Mégantic sur le sujet suivant : *Reconnaissance des étudiants de la Cité-école Louis-Saint-Laurent d'East Angus pour leur troisième édition du concours culinaire Un lunch presque parfait.*
- Le député de Blainville sur le sujet suivant : *Féliciter Florence Dargis, patineuse de Lorraine ayant fracassé un record aux Jeux du Québec et remporté une médaille d'or.*
- Le député de Sherbrooke sur le sujet suivant : *Souligner la participation de la délégation estrienne à la 52^e Finale des Jeux du Québec.*
- La députée de Chicoutimi sur le sujet suivant : *Le Café-Jeunesse, 30 ans de dévouement pour les jeunes de Chicoutimi.*

DÉCLARATIONS MINISTÉRIELLES

PRÉSENTATION DE PROJETS DE LOI

DÉPÔTS a) documents
 b) rapports de commissions
 c) pétitions

RÉPONSES ORALES AUX PÉTITIONS

**INTERVENTIONS PORTANT SUR UNE VIOLATION DE DROIT OU DE
PRIVILÈGE OU SUR UN FAIT PERSONNEL**

QUESTIONS ET RÉPONSES ORALES

VOTES REPORTÉS

MOTIONS SANS PRÉAVIS

AVIS TOUCHANT LES TRAVAUX DES COMMISSIONS

RENSEIGNEMENTS SUR LES TRAVAUX DE L'ASSEMBLÉE

Partie 2
AFFAIRES DU JOUR

AFFAIRES PRIORITAIRES

DÉBATS D'URGENCE

DÉBATS SUR LES RAPPORTS DE COMMISSIONS

AUTRES AFFAIRES

I. Projets de loi du gouvernement

Adoption du principe

- 1) Projet de loi n° 27
Loi sur l'optimisation des services de garde éducatifs à l'enfance subventionnés
Présenté par la ministre de la Famille le 26 novembre 2014
Rapport de la Commission des relations avec les citoyens (consultations) déposé le **10 février 2015**
- 2) Projet de loi n° 49
Loi assurant la mise en œuvre de l'Accord entre le gouvernement du Canada et le gouvernement du Québec sur la gestion conjointe des hydrocarbures dans le golfe du Saint-Laurent
Présenté par le ministre de l'Énergie et des Ressources naturelles le **11 juin 2015**
- 3) Projet de loi n° 56*
Loi sur la transparence en matière de lobbyisme
Présenté par le ministre responsable de l'Accès à l'information et de la Réforme des institutions démocratiques le **12 juin 2015**

*** Recommandation du lieutenant-gouverneur**

- 4) Projet de loi n° 72
Loi concernant la suspension des élections scolaires partielles
Présenté par le ministre de l'Éducation, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche le **11 novembre 2015**
- 5) Projet de loi n° 79*
Loi donnant suite au rapport du comité indépendant L'Heureux-Dubé et prévoyant les conditions de travail des membres de l'Assemblée nationale à compter de la 42^e législature
Présenté par le leader parlementaire du gouvernement et ministre responsable de l'Accès à l'information et de la Réforme des institutions démocratiques le **12 novembre 2015**
-
- * Recommandation du lieutenant-gouverneur**
- 6) Projet de loi n° 85
Loi visant l'implantation de deux pôles logistiques et d'un corridor de développement économique aux abords de l'autoroute 30 ainsi que le développement des zones industrialo-portuaires de la région métropolitaine de Montréal
Présenté par le ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire le **4 décembre 2015**
- 7) Projet de loi n° 86
Loi modifiant l'organisation et la gouvernance des commissions scolaires en vue de rapprocher l'école des lieux de décision et d'assurer la présence des parents au sein de l'instance décisionnelle de la commission scolaire
Présenté par le ministre de l'Éducation, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche le 4 décembre 2015
Rapport de la Commission de la culture et de l'éducation (consultations) déposé le **7 avril 2016**
- 8) Projet de loi n° 96
Loi modifiant le Code civil, le Code de procédure civile et la Loi sur le curateur public en matière de protection des personnes
Présenté par le ministre de la Famille le **7 juin 2016**

- 9) Projet de loi n° 107
Loi visant à accroître la compétence et l'indépendance du commissaire à la lutte contre la corruption et du Bureau des enquêtes indépendantes ainsi que le pouvoir du directeur des poursuites criminelles et pénales d'accorder certains avantages à des témoins collaborateurs
Présenté par le ministre de la Sécurité publique le **8 juin 2016**
- 10) Projet de loi n° 119
Loi visant à favoriser la résolution de différends en lien avec une entente intermunicipale relative à des services de police
Présenté par le ministre de la Sécurité publique le **1^{er} novembre 2016**
- 11) Projet de loi n° 121
Loi augmentant l'autonomie et les pouvoirs de la Ville de Montréal, métropole du Québec
Présenté par le ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire le **8 décembre 2016**
- 12) Projet de loi n° 122
Loi visant principalement à reconnaître que les municipalités sont des gouvernements de proximité et à augmenter à ce titre leur autonomie et leurs pouvoirs
Présenté par le ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire le 6 décembre 2016
Rapport de la Commission de l'aménagement du territoire (consultations) déposé le **14 mars 2017**
- 13) Projet de loi n° 123
Loi modifiant diverses dispositions dans le domaine de la santé et des services sociaux
Présenté par le ministre de la Santé et des Services sociaux le **9 décembre 2016**

14) Projet de loi n° 126*

Loi favorisant la santé financière et la pérennité du régime de retraite du personnel d'encadrement et modifiant diverses dispositions législatives

Présenté par le ministre responsable de l'Administration gouvernementale et de la Révision permanente des programmes et président du Conseil du trésor le 8 février 2017

Rapport de la Commission des finances publiques (consultations) déposé le **14 mars 2017**

*** Recommandation du lieutenant-gouverneur**

Étude détaillée en commission

15) Projet de loi n° 53

Loi actualisant la Loi sur les décrets de convention collective en vue principalement d'en faciliter l'application et de favoriser la transparence et l'imputabilité des comités paritaires

Présenté par le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale le 26 mai 2015

Rapport de la Commission de l'économie et du travail (consultations) déposé le 19 octobre 2016

Principe adopté le **30 novembre 2016**, et

Renvoyé à la Commission de l'économie et du travail

16) Projet de loi n° 62

Loi favorisant le respect de la neutralité religieuse de l'État et visant notamment à encadrer les demandes d'accommodements religieux dans certains organismes

Présenté par la ministre de la Justice le 10 juin 2015

Rapport de la Commission des institutions (consultations) déposé le 9 novembre 2016

Principe adopté le **15 novembre 2016**, et

Renvoyé à la Commission des institutions

17) Projet de loi n° 63

Loi concernant la vérification de l'identité des personnes incarcérées au moyen de leurs empreintes digitales

Présenté par la ministre de la Sécurité publique le 28 octobre 2015

Rapport de la Commission des institutions (consultations) déposé le 9 février 2017

Principe adopté le **14 mars 2017**, et

Renvoyé à la Commission des institutions

- 18) Projet de loi n° 98**
Loi modifiant diverses lois concernant principalement l'admission aux professions et la gouvernance du système professionnel
Présenté par la ministre de la Justice le 11 mai 2016
Rapport de la Commission des institutions (consultations) déposé le 22 septembre 2016
Principe adopté le **27 septembre 2016**, et
Renvoyé à la Commission des institutions
- 19) Projet de loi n° 99**
Loi modifiant la Loi sur la protection de la jeunesse et d'autres dispositions
Présenté par la ministre déléguée à la Réadaptation, à la Protection de la jeunesse, à la Santé publique et aux Saines habitudes de vie le 3 juin 2016
Rapport de la Commission de la santé et des services sociaux (consultations) déposé le 6 octobre 2016
Principe adopté le **19 octobre 2016**, et
Renvoyé à la Commission de la santé et des services sociaux
- 20) Projet de loi n° 102**
Loi modifiant la Loi sur la qualité de l'environnement afin de moderniser le régime d'autorisation environnementale et modifiant d'autres dispositions législatives notamment pour réformer la gouvernance du Fonds vert
Présenté par le ministre du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques le 7 juin 2016
Rapport de la Commission des transports et de l'environnement (consultations) déposé le 30 novembre 2016
Principe adopté le **1^{er} décembre 2016**, et
Renvoyé à la Commission des transports et de l'environnement
- 21) Projet de loi n° 108**
Loi favorisant la surveillance des contrats des organismes publics et instituant l'Autorité des marchés publics
Présenté par le ministre responsable de l'Administration gouvernementale et de la Révision permanente des programmes et président du Conseil du trésor le 8 juin 2016
Rapport de la Commission des finances publiques (consultations) déposé le 4 octobre 2016
Principe adopté le **24 novembre 2016**, et
Renvoyé à la Commission des finances publiques

- 22) Projet de loi n° 113
Loi modifiant le Code civil et d'autres dispositions législatives en matière d'adoption et de communication de renseignements
Présenté par la ministre de la Justice le 6 octobre 2016
Rapport de la Commission des institutions (consultations) déposé le 30 novembre 2016
Principe adopté le **2 décembre 2016**, et
Renvoyé à la Commission des institutions
- 23) Projet de loi n° 115
Loi visant à lutter contre la maltraitance envers les aînés et toute autre personne majeure en situation de vulnérabilité
Présenté par la ministre responsable des Aînés et de la Lutte contre l'intimidation le 19 octobre 2016
Rapport de la Commission des relations avec les citoyens (consultations) déposé le 7 février 2017
Principe adopté le **8 février 2017**, et
Renvoyé à la Commission des relations avec les citoyens
- 24) Projet de loi n° 118
Loi sur les laboratoires médicaux, les centres de services orthopédiques et les centres de physiologie respiratoire exploités par une entité autre qu'un établissement de santé et de services sociaux
Présenté par le ministre de la Santé et des Services sociaux le 2 novembre 2016
Rapport de la Commission de la santé et des services sociaux (consultations) déposé le 7 février 2017
Principe adopté le **23 février 2017**, et
Renvoyé à la Commission de la santé et des services sociaux
- 25) Projet de loi n° 130
Loi modifiant certaines dispositions relatives à l'organisation clinique et à la gestion des établissements de santé et de services sociaux
Présenté par le ministre de la Santé et des Services sociaux le 9 décembre 2016
Rapport de la Commission de la santé et des services sociaux (consultations) déposé le 16 février 2017
Principe adopté le **22 février 2017**, et
Renvoyé à la Commission de la santé et des services sociaux

Prise en considération de rapports de commissions

Adoption

II. Projets de loi publics au nom des députés

Adoption du principe

26) Projet de loi n° 190

Loi modifiant le Code civil afin de protéger les droits des locataires âgés

Présenté par la députée de Gouin le 27 mai 2014

Reprise du débat ajourné le **5 juin 2014**

27) Projet de loi n° 192

Loi modifiant la Loi concernant la lutte contre la corruption en matière de protection des dénonciateurs

Présenté par le député des Chutes-de-la-Chaudière le **23 septembre 2014**

28) Projet de loi n° 193

Loi encadrant les transactions et le recyclage des métaux ferreux et non ferreux

Présenté par le député des Chutes-de-la-Chaudière le **21 octobre 2014**

29) Projet de loi n° 194

Loi favorisant l'inclusion de logements sociaux ou abordables pour les nouveaux projets de construction

Présenté par la députée d'Hochelaga-Maisonneuve le **2 octobre 2014**

30) Projet de loi n° 195

Loi modifiant la Loi sur les compétences municipales afin de permettre aux municipalités régionales de comté d'exécuter certains travaux sans délai

Présenté par le député de Nicolet-Bécancour le **25 septembre 2014**

31) Projet de loi n° 196

Loi modifiant la Loi sur le Protecteur du citoyen

Présenté par le député de Deux-Montagnes le **1^{er} octobre 2014**

32) Projet de loi n° 197

Loi visant à réduire les coûts d'approvisionnement en médicaments au Québec

Présenté par le député de Mercier le **17 février 2015**

- 33)** Projet de loi n° 390
Loi modifiant la Loi sur la qualité de l'environnement afin d'affirmer la primauté de la compétence du Québec en cette matière
Présenté par le député de Jonquière le **3 décembre 2014**
- 34)** Projet de loi n° 392
Loi sur les véhicules automobiles à zéro émission de gaz à effet de serre
Présenté par la députée de Vachon le **15 avril 2015**
- 35)** Projet de loi n° 394
Loi modifiant la Loi sur la police quant à la délivrance de constats d'infraction
Présenté par le député des Chutes-de-la-Chaudière le **12 février 2015**
- 36)** Projet de loi n° 395
Loi sur l'observateur de l'intégrisme religieux
Présenté par la députée de Taschereau le **11 février 2015**
- 37)** Projet de loi n° 396
Loi sur le directeur parlementaire du budget
Présenté par le député de Granby le **19 février 2015**
- 38)** Projet de loi n° 397
Loi sur le directeur parlementaire du budget
Présenté par le député de Rousseau le **26 février 2015**
- 39)** Projet de loi n° 398
Loi modifiant la Loi sur les conditions de travail et le régime de retraite des membres de l'Assemblée nationale
Présenté par le député de Verchères le **18 mars 2015**
- 40)** Projet de loi n° 399
Loi visant à exclure les pensions alimentaires pour enfants du calcul des revenus dans diverses lois à caractère social
Présenté par la députée de Sainte-Marie–Saint-Jacques le **18 mars 2015**

- 41) Projet de loi n° 490
Loi modifiant la Loi sur les conditions de travail et le régime de retraite des membres de l'Assemblée nationale quant à l'allocation de transition
Présenté par le député de Deux-Montagnes le **18 mars 2015**
- 42) Projet de loi n° 491
Loi visant à mettre fin aux frais accessoires par la modification de diverses dispositions législatives
Présenté par la députée de Taillon le **21 octobre 2015**
- 43) Projet de loi n° 494
Loi sur la protection des contribuables
Présenté par le député de Granby le **28 mai 2015**
- 44) Projet de loi n° 495
Loi modifiant la Loi sur les loteries, les concours publicitaires et les appareils d'amusement
Présenté par le député de Granby le **3 décembre 2015**
- 45) Projet de loi n° 496
Loi concernant la protection des lanceurs d'alerte
Présenté par la députée de Sainte-Marie–Saint-Jacques le **22 octobre 2015**
- 46) Projet de loi n° 497
Loi visant à responsabiliser les détenus quant aux coûts de leur détention
Présenté par le député de Beauce-Nord le **4 novembre 2015**
- 47) Projet de loi n° 498
Loi modifiant la Loi sur la Société des alcools du Québec et la Loi sur les permis d'alcool afin de créer un permis d'agriculteur distillateur
Présenté par le député de Granby le **26 novembre 2015**
- 48) Projet de loi n° 590
Loi modifiant la Loi sur le vérificateur général
Présenté par le député de Lac-Saint-Jean le **9 mars 2016**
- 49) Projet de loi n° 591
Loi affirmant la participation du Québec au processus de nomination des juges de la Cour suprême du Canada pour le Québec
Présenté par le député de Borduas le **25 février 2016**

- 50) Projet de loi n° 592
Loi concernant la sélection des sénateurs représentant le Québec
Présenté par le député de Borduas le **9 mars 2016**
- 51) Projet de loi n° 593
Loi visant à contrer le taxi illégal
Présenté par la députée de Vachon le **18 février 2016**
- 52) Projet de loi n° 594
Loi modifiant la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités
Présenté par la députée d'Hochelaga-Maisonneuve le **25 février 2016**
- 53) Projet de loi n° 595
Loi visant à protéger l'accès aux établissements où se pratiquent des interruptions volontaires de grossesse
Présenté par la députée d'Hochelaga-Maisonneuve le **24 février 2016**
- 54) Projet de loi n° 596
Loi modifiant le Code civil afin de rendre imprescriptibles les recours judiciaires pour les victimes d'agression à caractère sexuel
Présenté par le député de Borduas le **16 mars 2016**
- 55) Projet de loi n° 597
Loi modifiant la Loi concernant la lutte contre la corruption afin que le commissaire à la lutte contre la corruption soit une personne désignée par l'Assemblée nationale
Présenté par le député de Borduas le **20 avril 2016**
- 56) Projet de loi n° 598
Loi modifiant le Code civil en matière d'état civil pour permettre le changement de mention du sexe des enfants transgenres
Présenté par la députée de Sainte-Marie–Saint-Jacques le **12 mai 2016**
- 57) Projet de loi n° 599
Loi visant à contrer l'accaparement des terres agricoles
Présenté par le député de Berthier le **26 mai 2016**

58) Projet de loi n° 690

Loi modifiant la Loi sur la police afin de minimiser les coûts des services de police sans compromettre la sécurité de la population et de faciliter le partage de ces services entre les corps de police

Présenté par le député de Blainville le **24 mai 2016**

59) Projet de loi n° 691

Loi visant à interdire la facturation de frais accessoires pour des services assurés

Présenté par la députée de Taillon le **25 mai 2016**

60) Projet de loi n° 696

Loi visant à inciter les municipalités à adopter une réglementation qui encadre le jeu libre dans les rues et les ruelles afin de favoriser les saines habitudes de vie chez les jeunes et d'améliorer le bien-être des familles

Présenté par le député de Borduas le **24 novembre 2016**

61) Projet de loi n° 790

Loi concernant la suspension du processus de délimitation des circonscriptions électorales

Présenté par la députée de Sainte-Marie–Saint-Jacques le **15 février 2017**

62) Projet de loi n° 791

Loi modifiant la Loi sur la protection du consommateur afin d'encadrer les contrats de programme de récompenses

Présenté par le député de Borduas le **22 février 2017**

Étude détaillée en commission

Prise en considération de rapports de commissions

Adoption

III. Projets de loi d'intérêt privé

Consultation et étude détaillée en commission

63) Projet de loi n° 204

Loi concernant la Ville de Saint-Joseph-de-Sorel

Présenté par la députée de Saint-Hyacinthe le **13 novembre 2014**, et

Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire

- 64) Projet de loi n° 209
Loi concernant la Ville de Mascouche
Présenté par le député de Masson le **14 mai 2015**, et
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire
- 65) Projet de loi n° 211
Loi concernant la Municipalité régionale de comté Les Moulins
Présenté par le député de Terrebonne le **29 octobre 2015**, et
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire
- 66) Projet de loi n° 214
Loi concernant la Ville de Drummondville
Présenté par le député de Drummond–Bois-Francs le **12 novembre 2015**, et
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire
- 67) Projet de loi n° 221
Loi concernant la Ville de Salaberry-de-Valleyfield
Présenté par la députée de Vaudreuil le **16 novembre 2016**, et
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire
- 68) Projet de loi n° 223
Loi concernant la continuation de Sous les Auspices de l'association des éleveurs de bétail du district de Beauharnois inc.
Présenté par le député de La Prairie le **2 décembre 2016**, et
Renvoyé à la Commission des finances publiques
- 69) Projet de loi n° 224
Loi concernant le morcellement d'un lot situé en partie dans l'aire de protection de la maison Louis-Degneau (anciennement maison Prévost) et dans l'aire de protection de la maison de Saint-Hubert (anciennement maison des Sœurs-du-Sacré-Cœur-de-Jésus)
Présenté par le député de Chambly le **2 décembre 2016**, et
Renvoyé à la Commission de la culture et de l'éducation

Adoption du principe

Adoption

IV. Motions du gouvernement

V. Crédits budgétaires

VI. Débats statutaires

AFFAIRES INSCRITES PAR LES DÉPUTÉS DE L'OPPOSITION

70) 14 mars 2017

Motion du député de Granby :

QUE l'Assemblée nationale prenne acte que le Québec est au dernier rang des provinces canadiennes pour le revenu disponible des citoyens;

QU'elle rappelle la hausse considérable du fardeau fiscal des familles québécoises découlant de plusieurs années de gouvernement libéral;

QU'elle exige que le budget 2017-2018 contienne des baisses d'impôt substantielles permettant de soulager immédiatement les familles québécoises.

Partie 3

PROJETS DE LOI ADOPTÉS

(Projets de loi non sanctionnés)

Partie 4

TRAVAUX DES COMMISSIONS

Le calendrier détaillé des travaux de chaque commission peut être consulté dans le site Internet de l'Assemblée

[COMMISSION DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE](#)

COMMISSION DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE

Mandat réglementaire

- Audition du Vérificateur général du Québec sur son rapport annuel de gestion 2015-2016 et sur ses engagements financiers.
- Audition du Centre de services partagés du Québec sur sa gestion administrative et sur les chapitres 2 et 9 du rapport du printemps 2016 du Vérificateur général du Québec, intitulés respectivement « Vérification particulière (Partie 2). Contrats d'achats regroupés en technologies de l'information » et « Suivi d'une vérification de l'optimisation des ressources. Centre de services partagés du Québec : acquisitions de biens et de services ».
- Audition de la Commission municipale du Québec sur sa gestion administrative et sur ses engagements financiers.
- Audition d'Hydro-Québec sur le rapport de l'automne 2016 du Vérificateur général du Québec intitulé « Hydro-Québec : processus d'approvisionnement en travaux et en services spécialisés ».
- Audition du ministère de la Sécurité publique et de la Commission québécoise des libérations conditionnelles sur le rapport de l'automne 2016 du Vérificateur général du Québec intitulé « Services correctionnels : réinsertion sociale ».
- Audition du ministère de l'Économie, de la Science et de l'Innovation et d'Investissement Québec sur le rapport de juin 2016 du Vérificateur général du Québec intitulé « Aide financière accordée à Premier Tech ».
- Audition de La Financière agricole sur le rapport du printemps 2015 du commissaire au développement durable intitulé « La Financière agricole du Québec : mesures d'évaluation de l'efficacité et de la performance ».
- Audition du ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports en suivi de la recommandation 8.4 du 34^e rapport de la Commission de l'administration publique.

COMMISSION DE L'AGRICULTURE, DES PÊCHERIES, DE L'ÉNERGIE ET DES RESSOURCES NATURELLES

COMMISSION DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 204**, Loi concernant la Ville de Saint-Joseph-de-Sorel (mandat confié le 13 novembre 2014).
- **Projet de loi n° 209**, Loi concernant la Ville de Mascouche (mandat confié le 14 mai 2015).
- **Projet de loi n° 211**, Loi concernant la Municipalité régionale de comté Les Moulins (mandat confié le 29 octobre 2015).
- **Projet de loi n° 214**, Loi concernant la Ville de Drummondville (mandat confié le 12 novembre 2015).
- **Projet de loi n° 221**, Loi concernant la Ville de Salaberry-de-Valleyfield (mandat confié le 16 novembre 2016).

Consultations particulières :

- **Projet de loi n° 121**, Loi augmentant l'autonomie et les pouvoirs de la Ville de Montréal, métropole du Québec (mandat confié le 14 mars 2017).

COMMISSION DE LA CULTURE ET DE L'ÉDUCATION

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 224**, Loi concernant le morcellement d'un lot situé en partie dans l'aire de protection de la maison Louis-Degneau (anciennement maison Prévost) et dans l'aire de protection de la maison de Saint-Hubert (anciennement maison des Sœurs-du-Sacré-Cœur-de-Jésus) (mandat confié le 2 décembre 2016).

COMMISSION DE L'ÉCONOMIE ET DU TRAVAIL

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 53**, Loi actualisant la Loi sur les décrets de convention collective en vue principalement d'en faciliter l'application et de favoriser la transparence et l'imputabilité des comités paritaires (mandat confié le 30 novembre 2016).

Mandat réglementaire

Surveillance d'organismes publics et reddition de comptes :

- Régie du bâtiment du Québec.
- Fonds de recherche du Québec – Nature et technologies.
- Fonds de recherche du Québec – Santé.
- Fonds de recherche du Québec – Société et culture.

Mandat d'initiative

- Audition du Regroupement activistes pour l'inclusion Québec.
- Dresser le bilan du Carnet de référence de la Commission de la construction du Québec et son impact sur les phénomènes d'intimidation et de discrimination syndicale sur les chantiers de construction du Québec.

COMMISSION DES FINANCES PUBLIQUES

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 108**, Loi favorisant la surveillance des contrats des organismes publics et instituant l'Autorité des marchés publics (mandat confié le 24 novembre 2016).
- **Projet de loi n° 223**, Loi concernant la continuation de Sous les Auspices de l'association des éleveurs de bétail du district de Beauharnois inc. (mandat confié le 2 décembre 2016).

Mandat d'initiative

- Le phénomène du recours aux paradis fiscaux.

COMMISSION DES INSTITUTIONS

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 62**, Loi favorisant le respect de la neutralité religieuse de l'État et visant notamment à encadrer les demandes d'accommodements religieux dans certains organismes (mandat confié le 15 novembre 2016).
- **Projet de loi n° 63**, Loi concernant la vérification de l'identité des personnes incarcérées au moyen de leurs empreintes digitales (mandat confié le 14 mars 2017).
- **Projet de loi n° 98**, Loi modifiant diverses lois concernant principalement l'admission aux professions et la gouvernance du système professionnel (mandat confié le 27 septembre 2016).
- **Projet de loi n° 113**, Loi modifiant le Code civil et d'autres dispositions législatives en matière d'adoption et de communication de renseignements (mandat confié le 2 décembre 2016).

Mandat conféré par une loi

- Étude du Rapport sur la mise en œuvre du Code d'éthique et de déontologie des membres de l'Assemblée nationale.

Mandat réglementaire

Surveillance d'organismes publics et reddition de comptes :

- Examen des orientations, des activités et de la gestion du Comité consultatif du Fonds central de soutien à la réinsertion sociale.
- Examen des orientations, des activités et de la gestion des 18 Fonds de soutien à la réinsertion sociale des établissements de détention du Québec.

Interpellation :

- Du député de Borduas à la ministre responsable de l'Accès à l'information et de la Réforme des institutions démocratiques sur le sujet suivant : *Le processus de soumission de candidature et de nomination pour les postes requérant le vote des deux tiers des membres de l'Assemblée* (avis donné le 23 février 2017).

COMMISSION DES RELATIONS AVEC LES CITOYENS

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 115**, Loi visant à lutter contre la maltraitance envers les aînés et toute autre personne majeure en situation de vulnérabilité (mandat confié le 8 février 2017).

Mandat d'initiative

- Les conditions de vie des femmes autochtones en lien avec les agressions sexuelles et la violence conjugale.
- La place des femmes en politique.

COMMISSION DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 99**, Loi modifiant la Loi sur la protection de la jeunesse et d'autres dispositions (mandat confié le 19 octobre 2016).
- **Projet de loi n° 118**, Loi sur les laboratoires médicaux, les centres de services orthopédiques et les centres de physiologie respiratoire exploités par une entité autre qu'un établissement de santé et de services sociaux (mandat confié le 23 février 2017).
- **Projet de loi n° 130**, Loi modifiant certaines dispositions relatives à l'organisation clinique et à la gestion des établissements de santé et de services sociaux (mandat confié le 22 février 2017).

Mandat conféré par une loi

- Étude des rapports annuels 2013-2014 des agences de la santé et des services sociaux suivantes : Abitibi-Témiscamingue, Bas-Saint-Laurent, Capitale-Nationale, Chaudière-Appalaches, Côte-Nord, Estrie, Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine, Lanaudière, Laurentides, Laval, Mauricie et Centre-du-Québec, Montérégie, Montréal, Outaouais, Saguenay-Lac-Saint-Jean, et du Conseil Cri de la santé et des services sociaux de la Baie James et de la Régie régionale de la santé et des services sociaux Nunavik (déféré le 7 octobre 2014).
- Étude du rapport annuel de gestion 2013-2014 du Centre régional de santé et de services sociaux de la Baie-James (déféré le 9 octobre 2014).

Mandat réglementaire

Surveillance d'organismes publics et reddition de comptes :

- Examen des orientations, des activités et de la gestion des agences de la santé et des services sociaux de l'Abitibi-Témiscamingue, de la Côte-Nord, de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine, du Saguenay-Lac-Saint-Jean et du Centre régional de santé et de services sociaux de la Baie-James.

COMMISSION DES TRANSPORTS ET DE L'ENVIRONNEMENT

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 102**, Loi modifiant la Loi sur la qualité de l'environnement afin de moderniser le régime d'autorisation environnementale et modifiant d'autres dispositions législatives notamment pour réformer la gouvernance du Fonds vert (mandat confié le 1^{er} décembre 2016).

Mandat conféré par une loi

- Étude du rapport de la Société de l'assurance automobile du Québec sur l'encadrement de la publicité automobile.
- Étude du rapport d'évaluation 2013 – Cinémomètres photographiques et systèmes photographiques de contrôle de circulation aux feux rouges.

Mandat réglementaire

Surveillance d'organismes publics et reddition de comptes :

- Audition de la Société de l'assurance automobile du Québec sur sa gestion administrative, ses activités et ses orientations.

Partie 5

QUESTIONS ÉCRITES

*Les [questions déjà inscrites](#) paraissent
au Feuilleton du mercredi*

- 220) Mme Massé (Sainte-Marie–Saint-Jacques) – **7 février 2017**
Au ministre des Finances

Les groupes d'action communautaire autonome sont en campagne depuis l'automne 2016 sous la bannière « Engagez-vous pour le communautaire » afin d'obtenir le rehaussement significatif du financement de base des organismes communautaires autonomes et la fin des compressions dans les services publics et les programmes sociaux. Actuellement, en coupant dans les services publics et les programmes sociaux, le ministre des Finances joue avec les conditions de vie des gens. Ceux-ci se retrouvent dans des situations très difficiles et doivent se tourner vers les organismes communautaires pour obtenir de l'aide. Or, ces derniers croulent déjà sous le poids du sous-financement. Pour jouer leur rôle et remplir leur mission, les organismes réclament 475 M\$ en financement de base.

Le 8 novembre dernier, les membres de l'Assemblée nationale ont adopté à l'unanimité, y compris le ministre des Finances, une motion demandant au gouvernement de rehausser le financement des organismes d'action communautaire autonome.

- Est-ce que le ministre des Finances répondra à la demande des 4 000 organismes communautaires autonomes de la province en prévoyant l'ajout de 475 millions de dollars par année, et ce, dès le prochain budget, pour qu'ils puissent assurer correctement leurs missions?

- Est-ce que le ministre s'engage à respecter la Politique de reconnaissance de l'action communautaire adoptée en 2001, qui stipule que toutes les instances gouvernementales doivent respecter l'autonomie des groupes, mettre en place ou maintenir des programmes de financement spécifiques pour l'action communautaire autonome et reconnaître l'apport de l'action communautaire à la société québécoise, notamment l'apport du mouvement de l'ACA et l'importance du rôle des groupes de défense collective des droits?

222) M. Charette (Deux-Montagnes) – **16 février 2017**

Au ministre des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports

En mai 2012, le gouvernement du Québec a octroyé un contrat de 120 millions de dollars pour la construction de deux traversiers au chantier naval de la Davie afin de remplacer les navires de la traverse Tadoussac–Baie-Ste-Catherine. Après plusieurs révisions à la hausse des coûts du projet, et près de deux ans de retard, nous apprenions en novembre dernier que les coûts pourraient s'élever à 100 millions de dollars de plus que le coût initial.

À la lumière de ces révélations, le ministre des Transports avait alors qualifié la situation de « différend » entre la Société des traversiers du Québec et la Davie. Ce dernier avait déclaré qu'un expert devait être dépêché sur les lieux pour rapporter l'état d'avancement du chantier, et évaluer le coût du travail fait et à faire.

En fin de semaine, La Presse fait état d'un rapport qui préconise de sortir les navires non terminés du chantier de Lévis pour les terminer dans un autre chantier naval.

Dans ce même article, une source du gouvernement fédéral rapporte qu'un autre projet pour le compte de la Marine royale canadienne suit son cours normalement, sans dépassement d'échéance ni de coûts. La gestion du dossier par la Société des traversiers du Québec serait davantage en cause, selon ce même article.

Est-ce que le ministre peut rendre publics les rapports qui lui ont été soumis? Peut-il également nous indiquer combien coûtera finalement ce projet de remplacement des navires de la traverse Tadoussac–Baie-Ste-Catherine, et quand la Société des traversiers du Québec mettra-t-elle en service ces nouveaux navires?

223) Mme Léger (Pointe-aux-Trembles) – **21 février 2017**

Au président du Conseil du trésor

Lors de l'étude détaillée du projet de loi 87, Loi facilitant la divulgation d'actes répréhensibles à l'égard des organismes publics, j'ai déposé un amendement afin de créer un fonds d'aide aux lanceurs d'alerte.

Bien que votre prédécesseur au poste de président du Conseil du trésor et député de Robert-Baldwin ait rejeté ledit amendement, il m'avait invitée aux prochaines consultations prébudgétaires afin d'examiner cette question, déclarant : « Je peux vous inviter [...] formellement à participer aux consultations prébudgétaires, où on examinerait cette question-là même bien avant les 12 mois » (2 décembre 2016, Commission des finances publiques).

Le ministre avait explicitement concédé que l'utilisation des revenus issus des amendes générées par l'application de la loi méritait une réflexion : « J'ai dit à la commission que je suis tout à fait ouvert à mener cet exercice de réflexion. Je pense que c'est pertinent d'envisager quelle serait l'utilisation des sommes qui vont être générées par des amendes et de réfléchir à ça d'une façon un peu plus vaste. [...] [I]l y a objet à avoir une réflexion gouvernementale, si c'est pertinent ou pas d'avoir cette aide financière ou autre aux divulgateurs » (2 décembre 2016, Commission des finances publiques).

Mes questions sont les suivantes :

- Est-ce que le nouveau président du Conseil du trésor a poursuivi la démarche de réflexion sur la création d'un fonds d'aide aux lanceurs d'alerte entamée par son prédécesseur?
- Est-ce qu'il prévoit instaurer un fonds d'aide aux lanceurs d'alerte?

224) Mme Fournier (Marie-Victorin) – **21 février 2017**

À la ministre de la Justice et à la ministre responsable de la Condition féminine

Les femmes paient généralement plus cher que les hommes pour certains produits de base. Les produits d'hygiène et cosmétiques sont en haut de la liste des principaux suspects : shampoings, déodorants, rasoirs, parfums. Dans le jargon populaire, on parle d'une « taxe rose ».

À une de mes questions adressées au gouvernement le 15 février dernier, le ministre des Finances a reconnu qu'il y avait une discrimination. Il a ajouté que « ce sont des pratiques de prix par les détaillants », que ce sont « les grands détaillants qui font cette discrimination » (période de questions et de réponses orales, 15 février 2017). Il a également spécifiquement ajouté que votre gouvernement devait s'attaquer à ces pratiques de prix.

La ministre de la Justice a également fait part de sa « préoccupation » à cet égard. Elle a ajouté qu'il y avait « un manque de données qui ne permet pas de déterminer si effectivement, de façon probante, il y a réellement une discrimination sur les distinctions entre certains prix » (période de questions et de réponses orales, 15 février 2017).

Pourtant, plusieurs études et rapports existent à ce sujet dans le monde, notamment les suivants :

- *Pink Tax: Gender and Other Price Discrimination Factors*, Harvard Business Review, 2016 <https://hbr.org/product/pink-tax-gender-and-other-price-discrimination-factors/W04C92-PDF-ENG>
- *The Pink Tax: How Gender-Based Pricing Hurts Women's Buying Power*, Joint Economic Committee, 2016 https://www.jec.senate.gov/public/_cache/files/8a42df04-8b6d-4949-b20b-6f40a326db9e/the-pink-tax---how-gender-based-pricing-hurts-women-s-buying-power.pdf
- *From Cradle to Cane: The Cost of Being a Female Consumer, A Study of Gender Pricing in New York City*, New York City Department of Consumer Affairs, 2015 <http://www1.nyc.gov/assets/dca/downloads/pdf/partners/Study-of-Gender-Pricing-in-NYC.pdf>
- *The Cost of Doing Femininity: Gendered Disparities in Pricing of Personal Care Products and Services*, Gender Issues, 2011 <http://link.springer.com/article/10.1007/s12147-011-9106-3>

Aux États-Unis, deux lois ont été adoptées pour contrer le phénomène :

- en Californie en 1995 : http://leginfo.legislature.ca.gov/faces/codes_displaySection.xhtml?lawCode=CIV&sectionNum=51.6
- dans la ville de New York en 2016 : <http://www1.nyc.gov/assets/dca/downloads/pdf/about/PricingLaws.pdf>

Un projet de loi a également été déposé au Congrès américain en août 2016 pour prohiber de telles pratiques commerciales : <https://www.congress.gov/bill/114th-congress/house-bill/5686/all-info>

Ma question est la suivante :

- Qu'est-ce que le gouvernement entend faire pour corriger ces pratiques?

225) M. Traversy (Terrebonne) – **14 mars 2017**
À la ministre du Tourisme

Le Stade olympique est un actif indéniable du Québec. Par son envergure, il est le seul endroit où l'on peut tenir des événements à grand déploiement. Mais voilà que depuis des années – depuis la première déchirure de la toile, survenue en 1999, en fait – il est très difficile d'y tenir des activités entre le 1er novembre et la mi-avril, pour des raisons de sécurité. Cette situation fait en sorte que la Régie des installations olympiques (RIO) tient environ 4 salons annuellement, alors qu'avec un toit sécuritaire, 12 pourraient s'y dérouler. Cette réduction des activités correspond à des pertes de revenus de plus de 50 millions de dollars annuellement.

Il y a plus d'un an, soit le 3 novembre 2015, la RIO a déposé son étude d'opportunité concernant le remplacement du toit. Pour passer à la phase de mise en œuvre et préparer le dossier d'affaires, la RIO attend toujours une réponse de la ministre. Nous désirons donc savoir :

- Est-ce que la ministre va donner le feu vert à la RIO pour qu'elle puisse mettre en œuvre les recommandations incluses dans son étude d'opportunité?
- Est-ce que ce projet constitue une priorité pour la ministre et sera inclus au Programme québécois des infrastructures, dont la mise à jour sera publiée dans le prochain budget?

226) M. Gaudreault (Jonquière) – **14 mars 2017**
Au ministre des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports

Le 20 février 2017, le ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports a transmis à la Commission de l'administration publique le document intitulé « Sommes du Fonds vert virées au FORT dans le cadre du Plan d'action 2013-2020 sur les changements climatiques – Suivi de la recommandation 7.6 du 34e rapport de la Commission de l'administration publique ».

Concernant le graphique « Sommes virées du Fonds vert au FORT dans le cadre du Plan d'action 2013-2020 sur les changements climatiques – Effets sur la réduction des émissions de GES » (p. 5) :

- Comment le ministère distingue-t-il ce que le « Programme d'aide gouvernementale au transport collectif des personnes (PAGTCP) – FORT » aurait financé comme projets, n'eût été de l'existence du Fonds vert?

Concernant le tableau 2 « Programmes et mesures financées par le FORT à partir des sommes virées du Fonds vert » (p. 8) :

- Pourquoi le Programme d'aide au développement du transport collectif (PADTC) (action 13.7) pour l'année 2017 n'est-il toujours pas en vigueur?

Concernant le tableau 3 « Quantification de la réduction des émissions de GES – Programme d'aide gouvernementale au transport collectif des personnes (PAGTCP) (action 13.2) » (p. 9) :

- Quels sont les critères utilisés par le ministère pour déterminer quels « projets ayant une incidence directe sur la réduction des émissions des GES » peuvent recevoir des sommes virées du Fonds vert au FORT?
- Est-ce que le critère « d'incidence directe sur la réduction des émissions des GES » est le seul critère déterminant pour l'utilisation des sommes du Fonds vert par le ministère sur la durée du Plan d'action 2013-2020 sur les changements climatiques?
- Quels sont les indicateurs d'incidence directe qui permettent de départager la qualification d'un projet par rapport à un autre projet?

227) M. Pagé (Labelle) – **14 mars 2017**
Au ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport

Le 13 février 2017, le ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport annonce l'octroi de 57 millions de dollars pour la réalisation de 80 projets dans le cadre du Programme de soutien pour le remplacement ou la modification des systèmes de réfrigération fonctionnant aux gaz R-12 ou R-22 : arénas et centres de curling. L'aide financière accordée aux demandeurs vise l'utilisation de plusieurs technologies de réfrigération dont le CO₂, l'ammoniac et le HFO R-513A.

D'après les renseignements de nature mathématique contenus dans les différents communiqués du ministre liés à cette annonce, les demandeurs (notamment les municipalités) ont opté dans une large mesure pour le HFO R-513, un réfrigérant qui va à l'encontre de l'avis du MDDELCC émis le 7 décembre 2015. Cet avis précise que pour la fabrication d'une surface glacée, l'utilisation de cette substance devrait être conditionnelle à ce que le PRP reste à un niveau comparable au niveau de PRP du CO₂, soit équivalent à un.

Le gouvernement a décidé de subventionner des projets qui utiliseront, dans une large proportion, un réfrigérant qui est non seulement polluant, mais qui, en plus, va à l'encontre de l'énoncé du MDDELCC dans une proportion de 600 pour 1.

Voici les questions :

- Est-ce que les projets annoncés respectent tous la condition énoncée par le MDDELCC dans son avis du 7 décembre 2015, à savoir que les réfrigérants utilisés ont systématiquement un PRP comparable au niveau de PRP du CO₂?
- Comment le gouvernement peut justifier sa décision de subventionner ces systèmes, dont le coût de possession est plus dispendieux, en plus d'aller à l'encontre d'un avis du MDDELCC?
- Le 25 novembre 2016, le ministre du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques a annoncé que l'entreprise PureSphera recevra une somme de 5 millions de dollars pour deux technologies : d'abord, un projet de récupération des gaz de système de réfrigération et des agents de gonflement utilisés dans la mousse isolante des réfrigérateurs; puis un autre pour détruire de façon sécuritaire les agents réfrigérants et les gaz. Comment le gouvernement peut-il justifier les motifs ayant guidé sa décision de subventionner un type de réfrigérants polluants plutôt que des réfrigérants naturels?

228) M. Martel (Nicolet-Bécancour) – **15 mars 2017**

Au ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation

Au début de l'été 2016 est survenue une importante épidémie de feu bactérien, contaminant des milliers de pommiers au Québec. Des centaines de pomiculteurs se sont retrouvés dans une situation peu enviable.

En juillet dernier, les acteurs du milieu ont mis sur la table les problèmes liés à la lutte contre le feu bactérien. Une importante charge de travail est imposée aux pomiculteurs, qui passent plus de temps à traiter l'épidémie qu'à cultiver leur terre.

La suppression de branches malades entraîne quant à elle des pertes au niveau de la production. C'est donc une charge financière qui s'ajoute sur les épaules des pomiculteurs, qui doivent engager du personnel supplémentaire pour lutter contre le feu bactérien, et encaisser des pertes de revenus considérables.

Le ministre de l'Agriculture du moment avait alors assuré une réaction rapide et l'aide du ministère pour lutter contre le feu bactérien. Cette aide ne s'est jamais concrétisée, et le ministre a fini par avouer qu'il attendrait qu'Ottawa débloque une aide financière avant de mettre en place un programme d'aide périodique.

Pourtant, ma collègue m'ayant précédé à ce poste avait proposé au ministre un plan d'action concret, qui était également demandé par les producteurs. Une aide financière rapide pour permettre aux pomiculteurs d'engager du personnel afin de lutter contre le feu bactérien, ainsi que de faciliter l'accès aux programmes de sécurité financière agricole pour amortir les pertes de la récolte 2016.

À l'aube de l'été 2017, rien n'a été fait. Le ministère de l'Agriculture demeure silencieux sur cet enjeu, et nous craignons que les pomiculteurs soient encore laissés à eux-mêmes. Le ministre peut-il nous informer de l'état d'avancement des travaux de son ministère concernant une aide à venir pour les pomiculteurs aux prises avec l'épidémie de feu bactérien?

Partie 6

PRÉAVIS

I. PRÉAVIS DÉJÀ PARUS

Projets de loi du gouvernement

Projets de loi publics au nom des députés

a) 14 mars 2017

Loi sur la procédure de sélection et de nomination des décideurs administratifs indépendants et de renouvellement de leur mandat – *député de Borduas*.

Projets de loi d'intérêt privé

II. NOUVEAUX PRÉAVIS